

Confederation. He objected, also, to the honourable member for Glengarry speaking of the people of the Maritime Provinces as having been purchased. By the next session of Parliament, he hoped to see all the Provinces spoken of in the Union. (Cheers).

Mr. Young questioned the advisability of the Dominion Government taking the initiative, and making the first advance in securing the admission into the Union of Prince Edward Island. The Government delegation to that Island would do much more harm than good.

Mr. Blake asked if it was understood that public faith would be in no way pledged to these resolutions before Parliament meets?

Sir John A. Macdonald—Certainly.

Hon. Mr. Holton instanced these resolutions as another proof of the extreme fertility of resources possessed by the Minister of Justice. His (Mr. Holton's) admiration for that hon. gentleman was unbounded. First, their Constitution was burdened with a railway, then it was amended by two or three steamboat lines, now it was to be amended by a provision binding us to re-purchase the rights of certain land-holders in Prince Edward's Island. (Laughter.) He had never heard of such a Constitution.

Sir John A. Macdonald could not compliment the hon. gentleman on his study of Constitutional history. Agreements similar to those alluded to by the hon. member formed a portion of the Constitution of Great Britain and Ireland.

Hon. John Sandfield Macdonald could only account for the Government delegation going to Prince Edward Island by remembering that Gen. Butler had lately been there, and was pretty well known, (laughter), and that the Premier was determined to head off that official. He approved the resolutions but derided what the Prince Edward Islanders would call reasonable terms.

The motion was carried.

SUBSIDY TO NOVA SCOTIA

Hon. Mr. Rose then moved that on Tuesday next the House resolve itself into Committee of the Whole on the subject of an additional subsidy to Nova Scotia.

In answer to **Mr. Blake**,

[Hon. Mr. Galt—L'hon. M. Galt.]

Édouard ne devienne pas membre de la Confédération. Il n'admet pas non plus, contrairement à ce que l'honorable député de Glengarry vient de dire, que les habitants des Provinces Maritimes ont été achetés. Il espère que, lors de la prochaine session du parlement, les provinces dont on parle feront toutes Parties de l'Union (applaudissements).

M. Young se demande s'il convient vraiment que le Gouvernement du Dominion prenne l'initiative d'inviter l'Île-du-Prince-Édouard à entrer dans l'Union. La délégation que le Gouvernement va envoyer dans cette Île risque de faire plus de mal que de bien.

M. Blake demande s'il est convenu que ces résolutions restent sans valeur de contrainte avant la réunion du Parlement?

Sir John A. Macdonald: Assurément.

L'hon. M. Holton cite ces résolutions comme représentant une nouvelle preuve de l'extrême ingéniosité et fertilité d'esprit du ministre de la Justice. L'admiration qu'il (M. Holton) lui porte est sans limite. On a d'abord encombré la Constitution à cause d'une ligne de navigation à vapeur et on veut maintenant l'amender en ajoutant une disposition nous obligeant à racheter les droits de certains propriétaires terriens de l'Île-du-Prince-Édouard (rires). Jamais il n'a vu pareille Constitution.

Sir John A. Macdonald ne saurait féliciter l'honorable député de ses connaissances en matière d'histoire constitutionnelle. On trouve des accords semblables à ceux dont il vient de parler dans la Constitution de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

L'hon. John Sandfield Macdonald ne peut justifier l'envoi d'une délégation gouvernementale à l'Île-du-Prince-Édouard qu'en se souvenant que le général Butler s'y est récemment rendu et qu'il est assez connu (rires) et que, pour cette raison, le Premier Ministre veut lui ravir la vedette. Il a approuvé les résolutions mais critique ironiquement ce que les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard pourraient appeler des conditions raisonnables.

La motion est adoptée.

SUBVENTION À LA NOUVELLE-ÉCOSSE

L'hon. M. Rose propose ensuite que, mardi prochain, la Chambre se forme en Comité général pour étudier l'octroi d'une subvention supplémentaire à la Nouvelle-Écosse.

En réponse à **M. Blake**,